



08/07/2008



	DEST	COPIE
PR		<input checked="" type="checkbox"/>
CL		
EG		<input checked="" type="checkbox"/>
DGA		
SAR		
SJ		
SI		
SOR		
SFM		
SEP		
COM		
SHD	<input checked="" type="checkbox"/>	
SRP		

Monsieur Paul CHAMPSAUR
Président
Autorité de Régulation des Communications
Electroniques et des Postes
7, square Max Hymans
75730 PARIS Cedex 15

Paris, le 8 juillet 2008

Objet : conditions de mutualisation de la partie terminale des réseaux en fibre optique

Monsieur le Président,

Vous avez lancé une consultation portant sur les conditions de déploiement et de mutualisation de la partie terminale des réseaux en fibre optique à laquelle chacune de nos sociétés a apporté une réponse détaillée.

Nous partageons avec vous depuis plusieurs mois notre inquiétude quant aux conditions de régulation de la fibre optique et à l'urgence de fixer des règles permettant à tous les opérateurs de mener leurs projets d'investissement sur des bases équitables et non discriminatoires.

Le travail engagé sous l'égide de votre Autorité devrait conduire France Télécom à communiquer une offre d'accès à ses fourreaux au plan national dans les prochains jours. Nous appelons vivement l'ARCEP à faire tout son possible pour que cette offre intègre au mieux les demandes formulées lors du travail multilatéral et qu'ainsi soient supprimées les principales sources de discrimination qui étaient encore présentes dans le document de France Télécom. En particulier, nous attendons des améliorations importantes quant aux principes et conditions de partage des études et informations ainsi que de désaturation, sans même évoquer les aspects financiers.

Nous ne pouvons en effet nous résoudre à voir France Télécom et Numericable être les seuls opérateurs à pouvoir déployer leurs réseaux en fibre optique, le premier, du fait de la propriété d'une infrastructure essentielle, et, le second en raison d'un contrat d'accès aux fourreaux de l'opérateur historique, exorbitant du droit commun et au surplus aux conditions tant financières que techniques parfaitement occultes.

Il conviendra aussi d'assurer à la fois que France Télécom respecte les mêmes contraintes que celles qu'elle impose à ses concurrents dans l'accès à ses fourreaux, y compris en terme de processus et de délais et que Numericable ne bénéficie pas d'un régime plus favorable.

En tout état de cause, cette offre d'accès aux fourreaux de France Télécom ne pourra être réellement utilisable par les opérateurs alternatifs que lorsque les conditions de mutualisation de la partie terminale des réseaux optiques auront été précisées.

Il s'agit là d'un des aspects centraux d'une concurrence réelle dont nous débattons depuis de longs mois. Nous vous avons déjà alerté sur le caractère inacceptable et dangereux des conditions de mutualisation proposées par France Télécom dans les immeubles où elle a d'ores et déjà déployée de la fibre optique, à savoir un accès en pied d'immeuble. Même à Paris, où les grands ensembles ne représentent qu'une part du parc immobilier, la généralisation d'un tel mode de mutualisation au pied de chaque immeuble ne serait pas raisonnable.

Il ne fait en effet plus guère de doute que France Télécom va disposer d'un parc d'immeubles équipés plus important que chacun de ses concurrents, eu égard à l'avance dont elle bénéficie d'ores et déjà et des atouts qu'elle conserve pour convaincre les gestionnaires d'immeubles de la retenir comme opérateur d'immeuble. Dans ces conditions, le mode de mutualisation en pied d'immeuble pénalisera davantage les opérateurs alternatifs que France Télécom.

Sur ce point, France Télécom ne montre malheureusement aucun signe d'ouverture vers des solutions de mutualisation plus avancées, n'acceptant pas même d'engager la moindre négociation multilatérale. Elle a même publiquement rejeté les solutions avancées tant par les opérateurs alternatifs que par l'ARCEP elle-même, laquelle avait proposé en décembre dernier de privilégier un « accès transitoire au NRO ».

Cette situation nous inquiète fortement dès lors que dans le cadre de la régulation symétrique que l'ARCEP envisage de mettre en place, les chances que des négociations bilatérales aboutissent dans un délai compatible avec les enjeux sont faibles, chaque opérateur risquant de camper sur ses positions.

Dans ce contexte, il nous paraît nécessaire que l'ARCEP repousse la perspective de fixer les règles de mutualisation dans le cadre de règlements de différends et décide en conséquence d'utiliser pleinement ses pouvoirs tant actuels que ceux que la future loi de modernisation de l'économie va lui accorder. Cela suppose qu'elle publie d'ores et déjà très rapidement des lignes directrices en matière de réseau mutualisable et déclare simultanément son intention d'adopter au plus tôt une décision fondée sur le pouvoir réglementaire délégué que la loi lui accordera (article L.36-6 du CPCE remanié).

Nous proposons que ces lignes directrices s'appuient sur les principes figurant dans le document joint, principes qui, évidemment, s'appliqueront à nos propres déploiements.

Par ailleurs, trois questions importantes paraissent justifier un travail complémentaire multilatéral dans les plus brefs délais.

En premier lieu, il convient que l'ARCEP se penche sur le sort des déploiements déjà réalisés.

En effet, il est impératif que France Télécom remette ses installations en conformité avec les nouvelles normes de façon à ce que les immeubles concernés puissent être accessibles aux réseaux concurrents sans délai inutile et dans les conditions de mutualisation aussi favorables que celles qui seront applicables aux nouveaux déploiements.

En second lieu, il importe que l'ARCEP s'intéresse sans délai aux questions posées par la coordination entre opérateurs. Il convient en effet que la régulation ne favorise pas, directement ou indirectement, les stratégies de « cherry picking » de certains opérateurs qui pourraient se focaliser sur les grands ensembles les plus rentables d'une zone au détriment des autres opérateurs qui auront choisi de couvrir plus globalement la zone. Une telle situation défavoriserait considérablement ceux qui auront choisi de dimensionner leurs équipements mutualisés en vue d'une couverture maximale et qui se trouveront alors concurrencés de manière déloyale par les premiers. Il faut également considérer le fait que sans mesures particulières, il paraît très difficile pour deux opérateurs de déployer leurs réseaux au même moment dans une même zone. Nous avons conscience que l'équilibre à trouver est délicat. Il est en effet également essentiel que chaque opérateur puisse rester libre et autonome dans sa stratégie de déploiement. Il nous semble cependant que l'ARCEP pourrait proposer des orientations, après les avoir, le cas échéant, soumises au Conseil de la Concurrence, portant sur les types de coopération souhaitables, voire obligatoires, et qui sont de nature à permettre une bonne couverture du territoire.

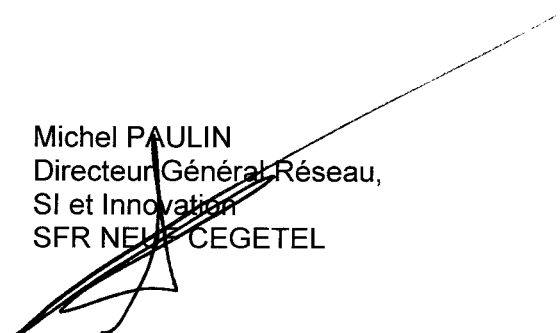
En troisième lieu, il nous semble essentiel que soient précisées les modalités acceptables d'échanges d'informations portant sur les immeubles déjà fibrés. Il est en effet indispensable que France Télécom communique au plus vite la liste des immeubles qu'elle a fibrés et les conditions de mutualisation de ces réseaux. Il est logique qu'un tel partage soit symétrique. Mais il est aussi indispensable que les conditions d'échange de telles informations, très sensibles, sous l'égide de l'ARCEP soient loyales et n'aient pas d'effets anticoncurrentiels. Il est donc nécessaire qu'un échange multilatéral permette à l'ARCEP de préciser les conditions qu'elle se propose de retenir pour ce partage d'informations. La consultation du Conseil de la Concurrence pourrait là encore permettre de lever toute ambiguïté sur le caractère pro-concurrentiel de ce partage.

Comme vous pouvez le constater à la lecture du présent courrier, les opérateurs alternatifs ayant annoncé d'importants projets d'investissement dans la fibre optique jusqu'à l'abonné, à savoir SFR Neuf Cegetel et Iliad, sont prêts à s'engager sur une voie commune de mutualisation sur des bases que, nous n'en doutons pas, vous trouverez raisonnables.

Nous vous invitons donc à préciser dans les plus brefs délais, par voie de lignes directrices pour commencer, les principes de mutualisation que chaque opérateur se doit de respecter, de façon à donner au secteur la visibilité nécessaire et permettre ainsi aux déploiements concurrents de ceux de France Télécom de prendre une dimension nationale dès cet été.

Nous sommes évidemment à votre entière disposition, ainsi qu'à celle de votre Collège, pour vous apporter toute précision utile.

Dans cette attente, nous vous prions de recevoir, Monsieur le Président, l'expression de notre très respectueuse considération.



Michel PAULIN
Directeur Général Réseau,
SI et Innovation
SFR NEUF CEGETEL



Maxime LOMBARDINI
Directeur Général

FREE

Principes supports de lignes directrices

Principe 1

Les caractéristiques des points de mutualisation d'une zone donnée doivent être publiées avec un délai de prévenance suffisant pour permettre leur mutualisation effective dans des délais équivalents à celui de l'opérateur qui mutualise.

La loi pour la modernisation de l'économie devrait disposer que les sous boucles locales optiques doivent être mutualisables dans des conditions techniques et économiques raisonnables. L'objectif est qu'elles soient effectivement mutualisées, afin que les clients finals puissent avoir le choix entre différents fournisseurs de service très haut débit et puissent faire jouer la concurrence entre eux.

Une des conditions de l'équité nécessaire est que les différents opérateurs soient en mesure, s'ils le souhaitent, de proposer leurs services aux occupants, au même moment. Pour ce faire, tous les opérateurs doivent être en mesure de raccorder le point de mutualisation déployé par l'un d'entre eux avant sa mise en service effective, c'est à dire avant la commercialisation de services très haut débit sur les lignes qui y sont attachées.

Il est donc nécessaire qu'un opérateur déployant un point de mutualisation sur une zone publie ses caractéristiques, dont sa localisation, sa taille et sa zone arrière prévisionnelle dès qu'il en a connaissance, à savoir à la fin de sa phase d'étude ou dès l'autorisation donnée par l'assemblée générale. Ce délai de prévenance ne saurait être inférieur à trois mois avant la mise en service de l'équipement ou des lignes à très haut débit concernés, délai minimal permettant le raccordement d'opérateurs tiers qui en auraient le projet.

Il convient de noter que ce délai est raisonnable pour l'opérateur qui déploie ce point de mutualisation, car ces informations sont nécessairement connues de lui en préalable de la phase de déploiement.

Il est également raisonnable, pour limiter tout risque de contestation quant à la date réelle à laquelle ces informations auraient du être communiquées. Il est en effet peu probable qu'un déploiement puisse intervenir sur une zone en un délai plus court, vu les contraintes tant opérationnelles que de respect du formalisme imposé pour l'accès aux fourreaux de France Télécom ou pour les éventuelles demandes d'autorisation de voirie, et vu également les délais de contestation de deux mois à l'issue des décisions d'assemblées générales de copropriétaires.

La transmission de ces informations aux opérateurs tiers n'induit ni coût ni délais significatifs.

Par ailleurs, un tel délai de prévenance entre publication des caractéristiques essentielles du point de mutualisation et mise en service effective, au tout début de la phase de déploiement effectif, est de nature à favoriser les négociations amont, en cas de divergences entre opérateurs, le cas échéant de règlements de différends, et à limiter les cas de sanction a posteriori à l'encontre d'un opérateur ayant déployé des points de mutualisation s'avérant impossibles à mutualiser en pratique dans des conditions raisonnables.

Principe 2

Les points de mutualisation doivent être situés ou a minima accessibles depuis le domaine public, afin que leur mutualisation ne soit pas sujette aux décisions de propriétaires privés ou à l'absence de saturation des adductions

La boucle locale optique déployée par un opérateur jusqu'à un client final doit être utilisable par les autres opérateurs pour proposer leurs services très haut débit à ce client final. Le brassage des lignes optiques à très haut débit entre son réseau et celui des opérateurs tiers est assuré par l'opérateur ayant déployé une boucle locale optique en un point de mutualisation donné.

La loi dispose que « les points de mutualisation sont situés sur le domaine public, sauf ... ». Ces exceptions peuvent concerner notamment :

- les villes, comme Paris, où des égouts peuvent être privilégiés par certains opérateurs pour accueillir leurs câbles alors que d'autres opérateurs privilégient les réseaux de fourreaux télécom existants ; le seul point de convergence des réseaux est situé dans le domaine privé, où il peut être alors logique d'installer le point de mutualisation ; l'existence en règle générale de deux adductions des immeubles limite par ailleurs dans ce cas le risque de saturation ; pour autant, même à Paris, et suivant les circonstances, il peut être préférable de respecter le principe d'une localisation hors des limites du domaine privé
- les ensembles d'une taille suffisante permettant un raccordement des opérateurs tiers dans des conditions techniques et économiques satisfaisantes (cf. principe 3) ;
- le patrimoine historique et les zones classées, où l'installation d'un point de mutualisation extérieur est susceptible d'être refusé par l'architecte des bâtiments de France.

En dehors de ces cas particuliers, le déport du point de mutualisation en dehors de l'immeuble est la seule garantie possible d'absence de saturation de l'adduction de l'immeuble, qui handicaperait fortement la capacité d'opérateurs tiers à se raccorder. Ce point est d'autant plus important que France Télécom, en ayant supprimé l'obligation de sous-tubage dans les adductions d'immeubles, ne permet plus de s'assurer qu'un deuxième ou qu'un troisième opérateur pourra déployer son réseau au-delà du premier. Il permet également de résoudre le cas des adductions en façade, sur lesquelles il est probable qu'au maximum, un opérateur seulement pourra se déployer.

Au-delà, le surcoût global d'une intervention d'adduction d'immeuble spécifique pour chaque opérateur s'élèverait à plusieurs centaines d'euro pour chaque opérateur, et hors cas particulier, pour quelques clients dans l'immeuble par opérateur ; coût qui peut augmenter de plus de 1000€ si le fourreau d'adduction a été saturé par le premier opérateur. Le déport du point de mutualisation en dehors de l'immeuble doit donc permettre d'éviter ce surcoût inutile qui n'est ni efficace ni raisonnable.

Par ailleurs, même dans le cas où un point de mutualisation ne peut qu'être installé sur le domaine privatif, la subordination du raccordement de ce point de mutualisation par un tiers à l'accord d'un propriétaire n'est pas raisonnable, pour deux raisons.

Juridiquement, la faculté pour l'habitant de souscrire au service très haut débit de son choix doit être indépendante de la volonté du propriétaire et du choix éventuel de celui-ci de privilégier un opérateur.

Techniquement, opérationnellement et économiquement, même si une majorité de propriétaires étaient disposés à accorder l'accès à leurs parties communes à un nombre indéterminé d'opérateurs et à leurs sous traitants (ce qui semble loin d'être le cas), cela ne serait pas efficace.

En effet, chaque intervention dans les parties communes suppose un accord du syndic de copropriété. Même si cet accord était prévu dans la convention signée entre le premier opérateur et les copropriétaires, il faudrait ensuite gérer l'obtention des clefs auprès du gardien, ou auprès d'un membre de la copropriété ayant posé une demi-journée de congés, puisque les travaux peuvent être bruyants et doivent donc être réalisés en heures ouvrables, et organiser l'intervention avec des travaux lourds dans un immeuble que l'opérateur tiers ne connaît pas. Ceci ne paraît pas raisonnable.

Enfin, le partage de responsabilité entre plusieurs opérateurs peut vite s'avérer ingérable en cas de dégradation ou de dysfonctionnement des parties communes de l'immeuble.

Hors cas exceptionnels, les points de mutualisation doivent donc être situés sur le domaine public, l'opérateur d'immeuble ayant à sa charge de réaliser l'adduction de l'immeuble pour le compte des opérateurs tiers. Dans les cas où le point de mutualisation devra être situé sur le domaine privé du fait de contraintes justifiables, l'opérateur doit s'assurer que son raccordement est possible à partir du domaine public et désigner une chambre de raccordement (ou un espace équivalent) sur le domaine public ou en limite de domaine privé à partir de laquelle il permettra le raccordement de son point de mutualisation.

L'opérateur demandeur de l'accès doit pouvoir amener son câble jusqu'à ce point de raccordement, l'opérateur gérant le point de mutualisation faisant son affaire du tirage du câble de l'opérateur demandeur dans les parties privatives et de son raccordement au point de mutualisation. La prestation de tirage et de raccordement doit être orientée vers les coûts car elle est structurellement non concurrentielle.

Ce principe resterait également valable dans des cas comme Paris où les opérateurs arrivent par des infrastructures différentes (égouts et fourreaux télécom). L'opérateur choisi par l'immeuble, et connaissant la configuration des lieux, est en effet le mieux placé pour acheminer la fibre arrivant par l'une des infrastructures jusqu'à son point de mutualisation.

Principe 3

Les conditions techniques et économiques d'accès au point de mutualisation, au premier rang desquelles sa taille, doivent permettre le développement d'une concurrence effective et loyale

Le coût supporté par un opérateur tiers pour desservir un point de mutualisation d'un opérateur tiers dépend essentiellement de la taille du point de mutualisation : en effet, plus sa taille est importante, moins la capillarité nécessaire pour aller raccorder ce point est importante. Par ailleurs, le coût fixe de ce raccordement est divisé par un nombre de clients adressables directement proportionnel à la taille du point de mutualisation.

Le caractère raisonnable du coût global doit être estimé par foyer, pour un opérateur tiers considéré comme efficace et visant une part de marché raisonnable.

Le caractère raisonnable de l'offre d'accès doit aussi s'apprécier en fonction du délai dans lesquels un opérateur tiers peut réellement s'interconnecter techniquement et opérationnellement au point de mutualisation, de façon à participer dès le début au jeu concurrentiel sur les clients finaux. Les déploiements simultanés de plusieurs opérateurs dans une même zone, en particulier sur le réseau de distribution, étant impossibles et d'ailleurs interdits dans l'offre d'accès aux fourreaux de France Télécom, il convient de définir une taille des points de mutualisation suffisante pour éviter autant que possible la nécessité d'un chevauchement des déploiements des opérateurs sur le segment de la distribution, qui retarderait la possibilité de raccordement successif d'un point de mutualisation par plusieurs acteurs.

Les désaturations nécessaires peuvent aussi conduire à augmenter artificiellement les délais. Ces désaturations risquent d'être d'autant plus nombreuses que le point de mutualisation sera petit et éloigné du réseau de transport.

Le critère qui joue le rôle le plus structurant dans les conditions techniques et économiques d'accès au point de mutualisation est donc la taille de ce point.

En dehors de cas exceptionnels comme Paris intra-muros où la présence d'égouts peut justifier des modalités de mutualisation spécifique, au vu des hypothèses de coûts de déploiement, et au vu de la topologie du réseau de France Télécom, seuls des points de mutualisation d'au moins plusieurs centaines de lignes d'abonnés (300 à 500), situés au même niveau du réseau que les sous-répartiteurs cuivre existants de France Télécom, c'est-à-dire entre les segments de transport et de distribution, permettent de disposer d'un espace économique suffisant et de conditions de déploiement effectives pour que d'autres opérateurs puissent s'y raccorder dans des délais raisonnables.

A cet égard, le modèle de coûts soumis à consultation publique par l'ARCEP pourrait laisser entendre qu'une telle mutualisation ne serait pas nécessaire sur les zones de densité les plus importantes, puisque 3 opérateurs pourraient y avoir un espace économique avec une mutualisation en pied d'immeuble. Mais ce modèle ne simule en rien la valeur captée par le premier opérateur de la zone, qui a la possibilité de préempter l'essentiel des clients, dans le cas où les déploiements successifs ne peuvent avoir lieu dans des délais raisonnables, et peut ouvrir l'accès à des points de mutualisation trop petits de 20 ou 50 logements à un tarif dissuasif qui ne permettrait pas de garantir dans ces conditions un espace économique suffisant pour un deuxième opérateur et encore moins pour le troisième.

Il convient par ailleurs de prendre en compte la nécessité de permettre des déploiements homogènes d'une façon générale, et y compris sur les zones les plus denses, qui jouxtent généralement des zones de densité moyenne ou faible : outre la difficulté de mise en œuvre d'une architecture de déploiement efficace dans le cas inverse, l'économie d'un opérateur qui mettrait en œuvre des points de mutualisation d'une taille raisonnable pourrait être significativement dégradée par la stratégie d'un autre opérateur qui viserait à raccorder directement en pied d'immeuble les ensembles les plus rentables de la zone (cherry picking). Ce fonctionnement serait d'autant plus inefficace que l'opérateur devrait de toutes les façons déployer son réseau jusqu'au pied de ces immeubles pour permettre de desservir ses clients.

Ainsi, l'ARCEP ne doit prévoir aucune autre exception que Paris à la règle fixant comme taille minimale du point de mutualisation 500 logements.

Dans cette logique (principes 2 et 3), l'ARCEP devra déterminer les mesures nécessaires au rétablissement d'un niveau de mutualisation équitable sur les déploiements déjà effectués par France Télécom en avance de phase, sauf à créer des discriminations fortes entre les acteurs.

Evidemment, plus le point de mutualisation est important en taille, plus le raccordement par un opérateur tiers (et donc la mutualisation) est facilitée. Dès lors que les conditions financières sont raisonnables et n'entraînent pas de surcoût injustifié pour un opérateur tiers prêt à réaliser lui-même des déploiements plus importants, l'ARCEP ne devrait pas fixer de limite haute à la taille d'un point de mutualisation.

Principe 4

L'opérateur de sous boucle locale doit fournir une prestation de bout en bout à ses concurrents, comprenant le raccordement du client et le brassage au point de mutualisation

Pour des raisons déjà évoquées au principe 2, il est efficace, d'un point de vue juridique, économique et finalement pratique, notamment en termes de responsabilités et de sécurité, que chaque propriétaire d'immeuble n'ait qu'un opérateur responsable, avec qui il aura choisi de contractualiser, notamment en matière de nuisances, de qualité des travaux devant être réalisés dans les parties communes et d'assurance en cas de dégâts ou de sinistre.

Par ailleurs, il ne serait pas raisonnable d'un point de vue technique, pour la livraison des accès et surtout pour leur maintenance, que soient imbriqués les domanialités et responsabilités des différents opérateurs au sein de la sous boucle locale.

Il n'est en particulier pas possible d'envisager un dispositif où l'opérateur A équiperait la colonne montante et le point de mutualisation et un opérateur B opérerait le raccordement du client final et la pose de jarretière au point de mutualisation dans un immeuble qu'il ne connaît pas et avec lequel il n'a pas contractualisé. Comment cet opérateur peut-il déterminer la localisation du point de mutualisation, le cadre négocié pour la construction des raccordements paliers ?

En cas de rupture de continuité optique, quel serait le responsable ? Combien de techniciens des deux opérateurs faudrait-il envoyer dans l'immeuble pour la rétablir ?

En cas de débranchement de la connexion palier, au point d'interface, comment identifier le sous-traitant de l'opérateur responsable de l'arrachement parmi les trois ou quatre opérateurs autorisés à intervenir sur le même câblage ? Clairement, l'opérateur ayant démarché le bailleur ou le propriétaire pour lui proposer d'établir le câblage de son immeuble doit être l'unique responsable des travaux à réaliser dans ses parties communes, pour des raisons d'efficacité économique mais également de tranquillité collective dans les immeubles.

Enfin, un opérateur ne dispose pas nécessairement d'accords nationaux avec des sous-traitants lui permettant d'intervenir par ses propres moyens dans l'ensemble des zones déployées par ses concurrents, dans lesquelles il ne disposera parfois que d'un parc clients limité.

L'opérateur installant un câblage interne et dont la loi lui impose d'en ouvrir l'accès à des tiers doit donc être en mesure d'assurer le raccordement des clients finals et le nécessaire brassage au point de mutualisation qu'il aura lui-même construit. ***Le catalogue de prestations d'un opérateur de sous boucle locale doit donc comporter les deux prestations suivantes :***

- ***prestation de brassage au point de mutualisation permettant d'assurer la continuité optique entre le raccordement d'un abonné final et le câble de raccordement d'un opérateur tiers ;***
- ***prestation de construction d'un raccordement d'un client final comprenant la réalisation de la desserte interne du client à la demande d'un opérateur tiers dans des conditions non discriminatoires à ce que l'opérateur réalise pour ses propres besoins ;***
- ***avec des engagements de qualité et de délais (pour ces deux opérations) dans des conditions non discriminatoires avec ses propres déploiements.***

Ces deux prestations doivent être réalisées sous la responsabilité de l'opérateur de l'immeuble, même si celui-ci sous-traite les opérations. En particulier, il doit être le seul interlocuteur des opérateurs tiers (y compris en termes d'interfaces informatiques de commande, de facturation et de SLA), qui ne doivent pas avoir à s'organiser pour gérer une relation avec chacun des sous-traitants que choisira l'opérateur d'immeuble pour chaque zone de déploiement et qu'il pourra souhaiter faire évoluer.

La prestation de raccordement d'un client final (horizontal palier) doit prévoir a minima la pose d'une prise optique et la réalisation d'une desserte interne simple dans le logement, sur le modèle de ce qui est aujourd'hui pratiqué dans le cadre des constructions d'accès cuivres.

Il ne serait pas acceptable que France Télécom, qui dispose d'effets d'échelle et de leviers considérables sur cette prestation, du fait de sa part de marché de détail et de sa gestion de l'ensemble des constructions cuivres de gros et de détail, soit le seul opérateur à refuser d'assurer ce raccordement pour le compte des opérateurs tiers.

Le rendez-vous nécessaire pour la construction de ce raccordement doit pouvoir être pris directement par l'opérateur commercial avec son client final s'il le souhaite, même si la prestation est réalisée par le sous-traitant de l'opérateur d'immeuble sous sa responsabilité. Ce principe tend à se généraliser sur les constructions cuivres et doit être anticipé sur la fibre.

L'opérateur d'immeuble devra proposer un processus ou un système d'information adapté.

Par ailleurs, l'opérateur commercial doit pouvoir rester libre de proposer une prestation complémentaire de câblage interne au logement selon ses propres choix marketing et commerciaux au-delà de la prestation assurée par l'opérateur d'immeuble (prise en compte de demandes spécifiques du client, gestion de l'installation de la box, etc...). Dans le cas où le sous-traitant retenu serait le même que celui de l'opérateur d'immeuble, ce dernier devra proposer une solution raisonnable permettant de traiter les deux interventions dans le cadre du même rendez-vous client.

Principe 5

L'opérateur qui ouvre un point de mutualisation doit permettre un achat sous forme d'investissement à un tarif orienté vers ses coûts reflétant un partage équitable du risque de marché

La situation privilégiée de l'opérateur primo accédant dans l'immeuble ne doit pas le conduire à pratiquer des tarifs d'accès qui, en s'écartant des coûts, lui donnerait une prime injustifiée. Une telle pratique aurait pour effet d'augmenter abusivement les prix de détail et les coûts de déploiement, ce qui limiterait d'autant le déploiement massif de ces nouveaux réseaux au détriment du consommateur. Il est par ailleurs raisonnable de lui permettre de valoriser son risque d'investisseur, sauf à désinciter à tout investissement. Il existe des méthodes de comptabilisation des coûts répondant à cette double contrainte.

Ainsi, la mise en œuvre d'une logique de co-financement des investissements entre les opérateurs permet une bonne visibilité des coûts à long terme : l'opérateur client bénéficiaire d'un tel mode de tarification est moins dépendant des stratégies tarifaires de court terme de ses concurrents, en ayant moins de coûts marginaux et plus de coûts fixes.

Il convient donc qu'un opérateur qui ouvre un point de mutualisation visant une zone donnée (pâté de maison, quartier, liste d'immeubles identifiés...) propose aux tiers d'y accéder moyennant une somme correspondant au partage (droit irrévocable d'usage par exemple) de l'investissement nécessaire sur une longue période (par exemple 15 ans), cet investissement comprenant la construction du point de mutualisation et le déploiement de la fibre jusqu'aux immeubles visés, ainsi que le câblage vertical des immeubles concernés. Le coût serait incrémenté à chaque nouvel immeuble dans la zone d'emprise du point de mutualisation qui serait raccordé. Le montant ainsi partagé devra être orienté vers les coûts.

Ce coût d'investissement complet serait d'emblée partagé entre tous les opérateurs intéressés dès l'ouverture du point de mutualisation. En cas d'intérêt ultérieur d'un autre opérateur, il doit évidemment lui être proposé de s'y associer avec des conditions de type « droit de suite » permettant d'assurer que tous les opérateurs ayant co-financé cet investissement à l'origine partagent de manière équitable l'apport du nouveau venu. La quote-part demandée à ce nouveau venu devra également tenir compte de la durée au cours de laquelle il n'a pas pu commercialiser ses offres auprès des habitants de la zone.

Des tarifs complémentaires peuvent venir compléter cette somme pour couvrir des coûts d'exploitation résiduels (coûts d'accès aux fourreaux de France Télécom ou droits de passage, maintenance, frais de brassage, ...), mais les opérateurs investisseurs doivent être en mesure de réduire leurs coûts variables au maximum dès lors qu'ils acceptent de partager le risque industriel sur l'investissement initial.

Le raccordement horizontal (sur le palier) peut faire l'objet de règles de tarification distinctes, dans la mesure où il n'est construit qu'en cas d'abonnement d'un logement à une offre très haut débit, et peut basculer d'un opérateur à un autre en fonction du choix du client final. Mais restant la propriété de l'opérateur du point de mutualisation qui le construit (et devenant propriété du particulier concerné pour la partie située dans le logement lui-même), un mode de tarification permettant à la fois un financement par l'opérateur commercial, et d'éviter la revente multiple de cet investissement par l'opérateur d'immeuble, doit être prévu. Par exemple sous forme de droit de suite dégressif fonction du parc global de chaque opérateur.